



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

N°DCL-BRENV-2024-144-1

SUEZ RV Centre Est

Siège administratif :

SIRET : 343 488 508 00924

Universaone

18 rue Félix Mangini

69009 Lyon

Site d'exploitation :

Route du Bois Morey

71210 Torcy

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L. 512-6-1 [A] et L 512-20 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires relatif à une autorisation de prolongation d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux du 29 septembre 2011 ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 17 mai 2024 ;

Vu le courriel du 17 mai 2024 de transmission du projet d'arrêté à l'exploitant en application de l'article L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le retour de l'exploitant du 21 mai 2024 ;

Considérant que des lixiviats issus d'une installation de stockage de déchets non dangereux se sont écoulés sur le terrain d'un riverain de l'installation (parcelles AL 33 et 82) du fait d'un bouchon formé dans la canalisation ;

Considérant que la surface impactée est d'environ 1500m² et que des vers de terre ont été retrouvés morts dans une flaque de lixiviats ;

Considérant la proximité d'un vivier ainsi que d'un ruisseau par rapport à la zone impactée ;

Considérant que l'étanchéité de la canalisation de transport des lixiviats n'est plus assurée ;

Considérant que les causes profondes de la formation du bouchon ne sont pas connues ;

Considérant que l'évacuation régulière et suffisante des lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux doit être assurée par un autre biais que la canalisation ;

Considérant que cette situation menace de porter atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511- 1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.512-20 du code de l'environnement prévoit qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du même code, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

Considérant que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de réaliser les mesures conservatoires et de gérer la situation ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Respect des prescriptions

La société SUEZ RV Centre Est dont le siège est situé 18 rue Félix Mangini à Lyon, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site implanté route du bois Morey à Torcy.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus par le présent arrêté, à compter de sa notification à l'exploitant, et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Mesures conservatoires

Sous 48h, l'exploitant remet en route les pompes d'évacuation des lixiviats et évacue (par un autre biais que la canalisation) les lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux régulièrement et suffisamment afin de limiter la mise en charge de l'installation et garder une marge de sécurité au niveau du bassin tampon.

Sous 48h, l'exploitant prélève et conserve dans le but d'analyses des vers de terre morts au droit des terrains impactés.

Article 3 – Analyses et mesures de gestion

Sous 1 mois, l'exploitant détermine la composition du bouchon ayant entraîné le refoulement de la canalisation.

Sous 2 mois, l'exploitant :

- analyse les sols impactés par le débordement. A minima les substances prescrits pour la surveillance des lixiviats par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé et l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 susvisé ainsi que celles potentiellement polluantes composant le bouchon sont analysées (y.c. phosphore et azote) ;
- analyse les eaux souterraines autour de la zone impactée. A minima un piézomètre amont et 2 avals sont réalisés. Les paramètres à analyser sont les mêmes que ceux prescrits pour l'analyse des sols plus les macropolluants définis dans les mêmes arrêtés (p.ex. MEST, DCO, DBO5) ;
- analyse l'eau du vivier et l'eau du ruisseau Montmarin. Pour le ruisseau, 1 prélèvement amont et 1 aval par rapport au vivier sont réalisés. Les paramètres à analyser sont les mêmes que ceux prescrits pour l'analyse des eaux souterraines ;
- analyse les vers de terre morts prélevés (les paramètres à analyser sont les mêmes que ceux prescrits pour l'analyse des sols) et effectue une évaluation quantitative de la mortalité des vers de terre au niveau des sols impactés.

En fonction du résultat des analyses, l'exploitant devra proposer à l'inspection des installations classées des mesures de gestion des impacts constatés sous trois mois.

Article 4 – Remise en service de la canalisation

L'évacuation des lixiviats par la canalisation est conditionnée :

- à la remise au préfet du rapport d'accident prévue à l'article R512-69 du code de l'environnement ;
- la réalisation de travaux d'étanchéité de la canalisation et d'un test d'étanchéité après travaux ;
- l'accord de l'inspection des installations classées.

Article 5 – Publicité


Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois. Le présent arrêté est notifié à la société Suez RV CE dont le siège est situé 18 rue Félix Mangini à Lyon.

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet d'Autun, le maire de Torcy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection de l'environnement spécialité « installations classées pour la protection de l'environnement » sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur est adressée.

Fait à Mâcon, le **23 MAI 2024**

Le préfet


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Agnès CHAVANON

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).